



## Vers la pérennisation du dialogue continental sur les Jeunes, la Paix et la Sécurité



**M**ardi le 26 avril 2022, au lendemain du dialogue continental et de la 1080ème réunion du Conseil Paix et Sécurité, le Président de la République Son Excellence Evariste NDAYISHIMIYE a reçu en audience les Jeunes Ambassadeurs Africains pour la Paix dont l'Envoyée Spéciale de l'UA Mme Chido Cleopatra Mpemba pour la Jeunesse; afin d'approfondir la réflexion sur les Jeunes, la Paix et la Sécurité en Afrique.

Mme Neema Chusi du Secrétariat du CPS (Conseil Paix et Sécurité) a vivement remercié le Président de la République Son Excellence Evariste NDAYISHIMIYE pour l'accueil chaleureux qui leur a été réservé et surtout pour les leçons apprises de la riche expérience du Burundi dans l'encadrement, l'accompagnement et l'inclusion des jeunes. En effet, elle a indiqué que les nombreuses initiatives du Gouvernement du Burundi en faveur des jeunes pourraient servir de modèles pour les autres États Membres car elles servent de remparts contre la recru-

### Dans cette édition:

### page

Vers la pérennisation du dialogue continental sur les Jeunes, la Paix et la Sécurité

1

Le Président Evariste NDAYISHIMIYE est plébiscité Champion de l'Agenda Jeunes, Paix et Sécurité de l'Union Africaine grâce à ses efforts dans l'inclusion des jeunes

2

Prise de possession canonique de l'archidiocèse de Gitega par Mgr. Bonaventure Nahimana

3

Le Président de la République du Burundi rehausse de sa présence la réunion du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine, en présence des jeunes

4

Le FIDA salue l'engagement du Chef de l'Etat Burundais dans la promotion du secteur agropastoral

6

La Première Dame reçoit le jeune Ambassadeur de l'UA pour la paix

8

Le Ministre en charge des Affaires Etrangères procède à l'ouverture de la 1080ème réunion du Conseil de Paix et de Sécurité (CPS) de l'Union Africaine

descence et la participation des jeunes dans des conflits.

C'est à ce titre qu'elle a exprimé le souhait du Conseil Paix et Sécurité et du bureau de l'Envoyée Spéciale de l'Union Africaine pour la Jeunesse, de faire du Burundi l'organisateur permanent des futures sessions du Dialogue continental sur les Jeunes, la Paix et la Sécurité; souhait auquel le Président Evariste NDAYISHIMIYE a vivement adhéré.

Son Excellence Evariste NDAYISHIMIYE a salué le travail inspirant qui a été fait par ces jeunes Ambassadeurs au sein de l'African Union pour sensibiliser les États sur l'impératif d'inclure les jeunes dans les projets de développement. S'agissant du Burundi, il a indiqué que le Gouvernement a fait de la participation politique des jeunes, une priorité et que cela a déjà un impact socio-économique indéniable. ([www.presidency.gov.bi](http://www.presidency.gov.bi))

### Le Président Evariste NDAYISHIMIYE est plébiscité Champion de l'Agenda Jeunes, Paix et Sécurité de l'Union Africaine grâce à ses efforts dans l'inclusion des jeunes



**L**e Burundi, en sa qualité de Président du Conseil Paix et Sécurité de l'Union Africaine pour le mois d'avril 2022, vient d'abriter les travaux d'un premier dialogue continental de trois jours sur les jeunes, la paix et la sécurité organisé en mode hybride à partir de Bujumbura, et auquel des dizaines de nationalités africaines étaient représentées. La clôture de ces assises, rehaussée par la présence du Président de la République Son Excellence Evariste NDAYISHIMIYE, a coïncidé lundi le 25 avril 2022 avec la tenue de la 1080<sup>ème</sup> réunion du Conseil Paix et Sécurité au cours de laquelle le Chef de l'Etat burundais a été plébiscité Champion de l'Agenda Jeunes, Paix et Sécurité grâce à son action exceptionnelle en faveur des jeunes conformément aux objectifs de développement durable.

En effet, au cours de ce dialogue continental qui s'est déroulé en présence des Délégués de l'Union Africaine, des milliers de jeunes burundais et les jeunes Ambassadeurs pour la paix au sein de l'Union Africaine, les échanges d'expériences et bonnes pra-

tiques locales dans l'encadrement et l'inclusion des jeunes ont permis de reconnaître que l'entrepreneuriat et le patriotisme sont de véritables remparts contre l'instrumentalisation malsaine des jeunes dans des conflits et des crises.

A ce sujet, Son Excellence Evariste NDAYISHIMIYE, le Président Ami des jeunes, a réaffirmé que le Burundi a choisi sa guerre, celle de la lutte contre la pauvreté avec les jeunes en première ligne car « il n'y a pas de paix sans développement »: «En tant que leaders et décideurs, nous devons joindre les actes à nos paroles en donnant l'espace et les moyens aux jeunes africains afin de contribuer à l'édification d'une Afrique paisible et prospère»

Comme l'a rappelé le Ministre burundais des Affaires Etrangères et celui en charge de la Jeunesse, l'engagement du Gouvernement burundais se traduit ainsi à travers la mise en place de plusieurs mécanismes d'accompagnement et d'inclusion notamment la Banque des Jeunes, le Programme d'autonomisation des Jeunes, les séances de moralisation régulières, la promotion des groupements coopératifs, la valorisation des métiers, la Banque des Femmes, ...etc.

En sa qualité d'Invité d'honneur, Son Excellence Evariste NDAYISHIMIYE a pris part à la 1080<sup>ème</sup> réunion du Conseil Paix et Sécurité tenue également en mode hybride sur les Jeunes, la Paix et la Sécurité, à laquelle étaient conviés les Représentants des Pays membres ainsi que SE Parfait Onanga Onyanga, Envoyé spécial de l'ONU à l'UA, qui a insisté sur la nécessité de fournir plus d'efforts pour la participation politique des jeunes sur le continent africain: «Les jeunes ne veulent plus être objet de discussion, ils veulent être à la table des discussions et co-acteurs de leur destin».

L'Envoyé Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies a également salué le travail extraordinaire fait par le Président Evariste NDAYISHIMIYE et a personnellement

approuvé le souhait des jeunes africains de le nommer Promoteur de l'Agenda Jeunes, Paix et Sécurité; ce qui ferait de Bujumbura la capitale de la Jeunesse Africaine.

Dans son allocution au cours de cette réunion du CPS, le Président Evariste NDAYISHIMIYE s'est réjoui de l'implication de la jeunesse africaine dans la réflexion sur les questions liées à la paix, la sécurité et le développement, qui sont interdépendants et intrinsèquement liés. Le Chef de l'Etat n'a

pas manqué à féliciter le Conseil de Paix et Sécurité pour ses inlassables efforts, au nom de tous les États Membres de l'Union Africaine, en prévenant, en gérant et en résolvant les crises et les conflits qui enveniment souvent l'Afrique et l'empêchent de se développer dans la quiétude.

Notons que la 1080ème réunion du CPS a adopté la Déclaration de Bujumbura sur les Jeunes, la Paix et la Sécurité. ([www.presidency.gov.bi](http://www.presidency.gov.bi))

### Prise de possession canonique de l'archidiocèse de Gitega par Mgr. Bonaventure Nahimana



**L**e Chef de l'Etat Burundais avec son Epouse ont pris part samedi le 23 avril 2022 aux cérémonies de prise de possession canonique de l'Archidiocèse de Gitega par Mgr Bonaventure Nahimana.

Les cérémonies canoniques ont vu aussi la participation de la Conférence des Evêques catholiques et anglicanes du Burundi, le Nonce Apostolique au Burundi, quatre Evêques de la République Unie de Tanzanie, un Evêque du Rwanda, du Cameroun, plusieurs hauts cadres de l'Etat et les représentants diplomatiques.

Après l'acceptation de la renonciation de Son Excellence Mgr. Simon Ntamwana à la charge pastorale de l'Archidiocèse de Gitega pour raison de limite d'âge, le Pape François avait nommé SE Mgr. Bonaventure Nahimana, nouvel Archevêque de Gitega.

Son Excellence Mgr. Bonaventure Nahimana, nouvel Archevêque de l'Archidiocèse métropolitain de Gitega est depuis 2009 évêque de Rutana, né le 30 juin 1959 à Bihororo dans la Paroisse de Giheta, Archidiocèse de Gitega, ordonné prêtre le 10 août 1986 à Giheta.

Dans son allocution, le Président de la Répu-

blique a félicité d'abord l'Archevêque émérite Mgr Simon Ntamwana pour avoir très bien accompli son rôle de bon Pasteur jusqu'à sa renonciation à la charge de cette mission

Pour le Président NDAYISHIMIYE ce n'est pas un au-revoir pour SE Mgr Simon Ntamwana, c'est plutôt « le début des activités de développement » car, selon le Numéro Un Burundais, l'Archevêque émérite de Gitega est encore capable à apporter sa pierre à l'édifice de notre pays, et lui a offert un cadeau d'une génisse pour avoir bien accompli sa mission sacerdotale et épiscopale.

Le Président Burundais a, ensuite, félicité le nouvel Archevêque de l'Archidiocèse métropolitain de Gitega SE Mgr Bonaventure Nahimana pour cette confiance que le Pape François a placée en lui et lui a souhaité un plein succès dans cette noble tâche du bon Berger et lui a demandé de rester tout près de ces compatriotes en ce moment où le Burundi se relève progressivement.

Son Excellence Evariste NDAYISHIMIYE a tranquilisé l'Archevêque Bonaventure sur le respect de la population burundaise envers leur bon Pasteur. « Je suis témoin de son amour car nous sommes de la même Paroisse et même Diocèse » a révélé le Chef de l'Etat.

Le couple présidentiel a offert un cadeau de félicitation au nouvel Archevêque, comme signe de bienvenu et d'encouragement au cours de son épiscopat dans l'Archidiocèse métropolitain de Gitega.

Son Excellence Evariste NDAYISHIMIYE a clôturé son allocution en invitant la Conférence des Evêques Catholiques du Burundi de toujours l'approcher pour conseiller ou signaler d'éventuels manquements dans l'une ou l'autre action gouvernementale.

Dans son discours de circonstance, Son Excellence Mgr Simon Ntamwana a rendu grâce à Dieu pour

avoir terminé cette mission saine et sauve, remerciant Sa Sainteté le Pape François qui a accepté sa renonciation à la charge pastorale de l'Archidiocèse de Gitega et a confié au Seigneur son successeur et sa mission.

Le Représentant Pontifical au Burundi Mgr. Dieu-donné Datonou, a remercié d'abord SE Mgr Simon Ntamwana du service assuré pendant 48 ans de sacerdoce dont plus de 33 d'épiscopat. Il a aussi félicité et confié au Seigneur le nouvel Archevêque ainsi que sa mission au bénéfice de la circonscription ecclésiastique de Gitega.

Enfin, après sa première homélie en tant qu'Arche-

vêque de l'Archidiocèse métropolitain de Gitega, Son Excellence Mgr. Bonaventure Nahimana a exprimé sa grande joie et sa mission « Je viens comme votre serviteur pour partager la mission qui nous a confiée, celle d'annoncer la bonne nouvelle en Jésus Christ. » a dit le 7ème Archevêque de Gitega, remerciant son prédécesseur Mgr Ntamwana, qu'il considère comme son Parent. « J'aurais toujours besoin de vos conseils Monseigneur car, c'est Vous même qui avez posé vos mains sur ma tête lors de ma consécration épiscopale dans la Diocèse de Rutana, 13 ans déjà. » a-t-il rappelé. ([www.presidency.gov.bi](http://www.presidency.gov.bi))

### Le Président de la République du Burundi rehausse de sa présence la réunion du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine, en présence des jeunes



**E**n date du 25 avril 2022, le Président de la République du Burundi Son Excellence Evariste NDAYISHIMIYE a tenu une réunion du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine, à l'endroit des des jeunes.

Dans son discours, le Président de la République du Burundi a indiqué que les jeunes constituent une force vive dont l'Afrique a besoin pour que ses fils et filles vivent paisiblement, dans la quiétude et le bien-être.

Son Excellence Monsieur Evariste NDAYISHIMIYE a également fait savoir que les jeunes ont des talents et des forces qui, unis, propulseront tous les peuples africains vers une Afrique prospère, fondée sur une croissance inclusive et un développement durable, une Afrique intégrée, d'état de droit, de

bonne gouvernance, respectueuse des droits de l'homme ; une Afrique dotée d'une forte identité culturelle et dont la place dans le concert des nations est appréciée à sa juste valeur.

Pour cela, le Chef de l'Etat a fait savoir que l'avenir de l'Afrique repose dans les mains de sa jeunesse. Cependant, il faut donner à cette jeunesse les moyens d'atteindre les perspectives auxquelles elle aspire. C'était donc la raison d'être de ce dialogue continental sur la Jeunesse, la Paix et la Sécurité, qui a été organisé en collaboration avec cette réunion du Conseil de Paix et de Sécurité que le Burundi a l'honneur de présider durant le mois d'avril 2022. Et c'est la raison qui a poussé le Président Evariste NDAYISHIMIYE à inviter ces amis, ces jeunes Ambassadeurs de l'Union Africaine pour la paix, pour partager des réflexions sur les questions

liées à la paix, la sécurité et le développement, éléments qui sont interdépendants et intrinsèquement liés. Sans la paix et la sécurité le développement est impossible tandis que le développement durable est ancré dans la paix et la sécurité.

Le Président a saisi cette occasion pour féliciter le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine. Ce Conseil, en collaboration étroite avec le Président de la commission et le Commissaire aux affaires politiques, paix et sécurité, fournissent d'inlassables efforts, au quotidien, au nom de tous les États Membres de l'organisation continentale, en prévenant, en gérant et en résolvant les crises et les conflits qui endeuillent et empêchent l'Afrique de se développer. Ils font constamment face aux défis multiformes, des causes à la fois endogènes, exogènes et transnationales qui provoquent des crises et des conflits violents.

Les conflits armés, le terrorisme, l'extrémisme violent et les changements inconstitutionnels des gouvernements entravent les perspectives de développement de tout le continent et constituent une menace à la pérennité des acquis en matière de développement.

Son Excellence Evariste NDAYISHIMIYE s'est adressé aux jeunes d'Afrique, où qu'ils soient, en Afrique ou en dehors de l'Afrique. Il leur a rappelé qu'en plus d'être les proies faciles pour la manipulation dans les conflits armés et dans les querelles socio-politiques qui déchirent l'Afrique, ils sont également les premières victimes. Il s'en est appelé à leur prise de conscience et les a exhortés à participer activement à la prévention, à la gestion et au règlement des crises et des conflits, aux côtés du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine. C'est la pleine volonté de l'organisation continentale qui, réunie à Banjul, en Gambie, lors de la 7<sup>ème</sup> session ordinaire de la Conférence des Chefs d'État, a adopté la Charte Africaine de la Jeunesse qui reconnaît, à l'article 17, le rôle important de la jeunesse dans la promotion de la paix et de la sécurité en Afrique.

Le Président a également rappelé que la force, l'intelligence et les talents des jeunes Africains, mis au profit de l'Afrique, constituent un capital humain non négligeable pour la réalisation de l'Agenda 2063, particulièrement les aspirations 4 et 6, pour une Afrique pacifique et sûre propulsée par ses jeunes fils et filles ainsi que l'objectif 16 de l'Agenda

2030 des Nations Unies : "Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous".

Pour clore son propos, le Président a exhorté les membres du CPS à renforcer davantage la Jeunesse Africaine pour la rendre suffisamment apte à contribuer activement à la Paix, à la Sécurité et au Développement durable et inclusif en Afrique, à travers notamment la liaison de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine et la Résolution 2250 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, pour une Afrique structurellement et économiquement transformée. Et cela ne peut passer qu'à travers l'inversement de la tendance honteuse de voir nos jeunes, désespérés, s'adonner aux stupéfiants et à une consommation démesurée d'alcool, et, pire, alimenter les foyers de tensions sur le continent.

Signalons que les jeunes Africains en général sont satisfaits de la place qui leur est attribuée en ce qui concerne la Paix, la Sécurité et le Développement durable et inclusif de l'Afrique. Pour approfondir la réflexion sur eux, les Jeunes Ambassadeurs Africains pour le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine ont exprimé leur souhait que le Burundi soit l'organisateur permanent des futures sessions du dialogue continental sur les Jeunes, la Paix et la Sécurité. (MAECD)

## Le FIDA salue l'engagement du Chef de l'Etat Burundais dans la promotion du secteur agro-pastoral



**J**euudi le 28 avril 2022, au cours d'une audience accordée à une délégation du Fond International de Développement Agricole (FIDA), la Directrice de la Division Afrique orientale et australe a rendu hommage au Chef de l'Etat SE Evariste NDAYISHIMIYE pour son engagement personnel au développement du secteur agro-pastoral au Burundi.

« Nous avons de la chance de travailler avec un Chef de l'Etat qui a une vision très claire sur la façon d'atteindre ses objectifs car, ce ne sont pas tous les Présidents qui sont engagés dans l'agriculture », a indiqué Madame Sara MBago-Bhunu avant d'ajouter que cet engagement de la Plus Haute Autorité facilite la mission du FIDA dans la planification et la mise en oeuvre des projets agricoles.

Après avoir exprimé sa satisfaction quant à l'état d'avancement du domaine agricole grâce à la mobilisation de toutes les couches de la population, le Président de la République a présenté les programmes et priorités du gouvernement du

Burundi en vue de lutter contre la pauvreté et parvenir au développement durable.

« Malgré les impacts du COVID-19, la population est à l'œuvre. A présent on exploite même les zones qui n'étaient pas exploitées. Nous faisons toutefois face aux défis liés à la conservation de la production notamment le manque de marchés d'écoulement », a laissé entendre le Numéro Un Burundais qui a ensuite évoqué les stratégies qui sont mises en application pour également développer l'élevage au Burundi.

Son Excellence le Président NDAYISHIMIYE a en outre insisté sur l'impératif pour les partenaires techniques et financiers du Burundi de travailler en étroite collaboration avec le gouvernement dans le but de bien orienter les interventions et ainsi s'ajuster aux priorités du gouvernement.

« Nous avons enregistré des pertes dans le passé suite à l'absence de coordination. On doit désormais avoir un plan d'action conjoint afin d'atteindre un développement équilibré », va-t-il martelé.

Au cours de cet entretien, la délégation du FIDA a saisi cette occasion pour présenter à

son tour les projets et programmes de cette institution financière au niveau régional en général et au Burundi en particulier.

La délégation du FIDA Ils ont entre autres parlé du projet PRODER dont l'accord de financement est estimé à 53 Million de Dollars Américains et, qui sera exécuté pendant 7 ans.

Le Programme de Développement de l'Entrepreneuriat Rural, PRODER en sigle, vise en effet à réduire la pauvreté, et à améliorer la nutrition et la sécurité alimentaire des communautés rurales, a-t-on appris.

Le Chef de l'Etat a positivement apprécié cette initiative « qui vient appuyer la mise en application de la politique gouvernementale de développer le secteur entrepreneurial surtout à travers la mobilisation des jeunes. »(www.presidency.gov.bi)

## La Première Dame reçoit les jeunes Ambassadeurs de l'UA pour la paix



**L**a première Dame du Burundi SE Mme Angeline NDAYISHIMIYE a reçu en audience les jeunes Ambassadeurs de l'Union Africaine pour la paix, qui étaient venus au Burundi dans le cadre du dialogue continental sur l'Agenda Jeunesse, la Paix et la Sécurité. Ces jeunes voulaient recevoir davantage d'informations sur les actions menées par le bureau de la première dame à travers l'Office de la première dame pour le développement au Burundi (OPDD) et de la Fondation Bonne Action

Umuguraneza. Ils ont notamment été intéressés par le programme de lutte contre la malnutrition et le programme de cantines scolaires. Ils ont apprécié toutes ces actions menées mais aussi celles qui sont menées dans le cadre de l'encadrement de la jeunesse. Ces jeunes ont encouragé la première Dame à continuer à œuvrer dans le sens de développement du pays et de l'autonomisation des jeunes

Ils ont souhaité que dans un proche avenir ils puissent revenir au Burundi pour échanger et connaître plus sur les deux programmes de cantines scolaires et de lutte contre la malnutrition. De son côté la Première Dame du Burundi Son Excellence Mme Angeline Ndayishimiye a invité ces jeunes Ambassadeurs de l'UA pour la paix de contribuer en appuyant les efforts en cours dans l'encadrement de la jeunesse burundaise, parce que c'est une jeunesse pleine de talents, mais qui nécessite un encadrement, selon le Porte-parole de l'OPDD. ([www.rtnb.bi](http://www.rtnb.bi))

## Le Sénat adopte la nouvelle loi régissant la FDNB



**L**es Sénateurs se sont réunis dans une séance plénière à l'hémicycle de Gitega lundi le 26 avril 2022 pour analyser le projet de loi portant modification de la loi organique portant mission, organisation, composition, instruction, conditions de service et fonctionnement de la Force de

Défense Nationale du Burundi. La séance a été dirigée par le Très Honorable Emmanuel Sinzohagera, Président du Sénat

Dans son exposé des motifs, l'invité du sénat, le Ministre en charge de la Défense Alain Tribert Mutabazi a dit que le présent projet de loi organique est élaboré pour que le titre de "Commandant en Chef" mentionné dans la Constitution du 07/06/2018 (art.111) remplace celui de "Commandant Suprême" qui figurait dans l'ancien texte de la loi fondamentale.

Ce projet de loi permettra aussi à la FDNB d'être un grand acteur d'appui au développement et d'encadrement patriotique de filles et fils du pays, en plus de sa mission régalienne d'assurer la défense territoriale, de l'indépendance et de la souveraineté du Burundi, a ajouté le Ministre en charge de la Défense nationale.

Il est également proposé dans ce projet de loi qu'à

la fin de leur carrière, les militaires peuvent transiter à la Force de Réserve et d'Appui au Développement du pays (FRAD) pour bénéficier d'un traitement pour une période ne dépassant pas 2 ans.

Et pour faire face au terrorisme, le Ministre en charge de la Défense Nationale a indiqué que la FDNB a proposé la création d'une Unité des Opérations Spéciales (UOS) et la mise en place

d'un Bureau chargé de la prévention des épidémies et pandémies au profit de ses membres.

Après toutes ces explications fournies par le Ministre en charge de la Défense, ce projet de loi a été unanimement adopté par les sénateurs. ([www.rtnb.bi](http://www.rtnb.bi))

### Le Ministre en charge des Affaires Etrangères procède à l'ouverture de la 1080<sup>ème</sup> réunion du Conseil de Paix et de Sécurité (CPS) de l'Union Africaine



**E**n date du 25 avril 2022, le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement Ambassadeur Albert SHINGIRO a procédé à l'ouverture officielle de la 1080<sup>ème</sup> réunion du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine tenue à Bujumbura, sous le haut patronage du Président du Burundi SE Evariste NDAYISHIMIYE.

Dans son allocution, l'Ambassadeur Albert SHINGIRO a fait savoir que l'organisation de la 1080<sup>ème</sup> réunion du CPS au Burundi, au lendemain du Dialogue Continental sur les Jeunes, Paix et Sécurité sous le thème central "Jeunes, unissons nos talents et notre force pour la paix, la sécurité et le développement durable et inclusif en Afrique" vient confirmer la détermination et l'engagement commun de l'Afrique à travailler à l'unisson pour la paix, la sécu-

rité et le développement durable du continent Africain.

Cette occasion offre au Burundi en effet l'opportunité de mesurer l'importance de son rôle devant cette jeunesse africaine qui observe et espère trouver auprès de l'Afrique le chemin qui puisse la conduire vers les lendemains meilleurs. Cette jeunesse, agent de la paix et acteur du développement, doit être sérieusement préparée pour être à même de jouer la relève dans la gestion responsable de la gouvernance nationale, régionale, continentale et globale et faire mieux là où l'Afrique a failli.

Le Ministre a indiqué que cette réunion se tient donc pour poursuivre le travail assidu de faire de l'Afrique un continent exempt de conflits, de terrorisme et de l'extrémisme violent par la voie de la prévention, de la gestion et du règlement des conflits à travers des solutions purement africaines adaptées à des principes, valeurs et cultures africains.

Nonobstant les progrès significatifs déjà enregistrés, le Ministre a rappelé que force est de constater que l'Afrique continue de faire face aux nombreux défis susceptibles, si on ne fait pas attention, à annihiler les efforts déjà consentis sur le chemin de la paix et du développement.

Selon le Ministre Albert SHINGIRO, le premier défi fondamental pour les nations africaines en ce moment est la lutte contre le terrorisme qui est devenu ces dernières années la principale préoccupation non seulement pour le continent africain, mais également pour le monde entier. Beaucoup de pays africains, du nord au sud, de l'Est à l'ouest en passant par le centre en ont souffert et en souffrent encore aujourd'hui, avec des coûts énormes en vies humaines et en moyens matériels.

C'est dans ce contexte que le Burundi a mis à la disposition de l'Organisation des Nations Unies et de l'Union Africaine des contingents militaires et policiers pour contribuer au rétablissement et au maintien de la paix et de la sécurité, notamment en Somalie et en République Centrafricaine. La contribution substantielle du Burundi à la lutte contre le terrorisme et aux opérations de maintien de la paix en Afrique et ailleurs dans le monde est un retour d'ascenseur à la communauté internationale qui est restée aux côtés du Burundi au moment où le Burundi traversait des moments difficiles.

De par son expérience, le Burundi sait que la paix et la sécurité n'ont pas de prix, comme la vie, la liberté,

l'honneur, la dignité et les valeurs intrinsèques auxquelles nous croyons tous. Pour le Ministre, ces valeurs et principes sont sacrés et absolus et ne doivent pas faire objet d'aucune transaction en temps de paix comme en temps de guerre. C'est sur base de ces principes et valeurs que le Burundi réagit avec volontarisme par son intervention dans les pays où ces valeurs sont réellement menacées par des forces négatives endogènes et exogènes, qui des fois, opèrent par procuration pour mettre en péril la paix et le développement sur le continent africain.

Le Burundi continuera tout naturellement à apporter son appui à la lutte contre le terrorisme et les différentes formes de menaces à la sécurité mondiale à travers les missions internationales de rétablissement et de consolidation de la paix en Afrique et dans le monde.

Toutefois, il convient de rappeler que le meilleur moyen de lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent durablement est de s'attaquer sérieusement aux causes profondes de ces phénomènes, à savoir la pauvreté, l'exclusion, la mauvaise gouvernance, la dépendance chronique à l'aide extérieure, le trafic illicite des ressources naturelles, le chômage des jeunes ainsi que le déficit démocratique et éducationnelle.

Le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement Son Excellence Ambassadeur Albert Shingiro a également indiqué qu'à part l'éducation, l'encadrement et l'autonomisation des jeunes africains afin de les transformer en agents de la paix et acteurs du développement reste crucial. Ceci pourrait se réaliser en mettant par exemple en œuvre l'Agenda Jeunes, Paix et Sécurité, à travers la prise en compte des compétences, des talents et de la force des jeunes pour la réalisation de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine et l'Agenda 2030 des Nations Unies auxquels le Burundi a librement adhéré.

Signalons qu'après la levée des sanctions qui avaient été prises contre le Burundi par l'Union Africaine suite aux turbulences de 2015, le Burundi a été élu membre du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine et Président de cette Commission pour le mois d'avril 2022. (MAECD)

## Le Gouvernement du Burundi signe une convention de financement avec le FIDA



**L**e Ministre en charge des finances Monsieur Domitien Ndiwokubwayo a apposé sa signature avec la Directrice régionale du FIDA de la région de l'Afrique Australe et de l'Est Sara Mbago Bhunu, sur une convention de financement du nouveau programme de développement de l'entrepris rural (PRODER), le 28 avril 2022.

Cette convention signée entre le Gouvernement du Burundi et le FIDA est composée d'un don de 42.950.000 dollars américains et d'un prêt concessionnel de 10.700.000 dollars américains, soit un total de 53.700.000 de dollars américains. Le projet visé par le présent financement a pour but de contribuer à la réduction de la pauvreté, l'amélioration de la nutrition et de la sécurité alimentaire des communautés rurales comme l'a indiqué le Ministre en charge des finances Monsieur Domitien Ndiwokubwayo.

L'objectif de développement poursuivi consiste à promouvoir de manière équitable et inclusive l'entrepris des jeunes ainsi qu'un environnement propice aux développements des entreprises agropastorales et au renforcement de la résilience des populations rurales les plus vulnérables.

rables.

En plus des 10 provinces où le FIDA intervient à savoir Bubanza, Cibitoke, Muramvya, Rutana, Ruyigi, Karusi, Kayanza, Ngozi, Gitega et Muyinga, il interviendra également dans deux autres Provinces Makamba et Bururi afin de continuer la capitalisation sur l'approche programme du FIDA au Burundi ce qui permettra de toucher au total 85000 milles ménages.

Malgré les différentes interventions du FIDA, les défis ne manquent pas au regard des besoins des secteurs de l'agriculture, la sécurité alimentaire et l'entrepris des jeunes. Le Ministre en charge des Finances interpelle différents intervenants dans ces secteurs à mobiliser plus de ressources pour appuyer les efforts du Gouvernement à soutenir pleinement la résilience des chaînes de valeur et les approches de réduction de la pauvreté.

La Directrice régionale du FIDA de la région de l'Afrique Australe et de l'Est Madame Sara Mbago Bhunu a été reçue en audience par le Ministre en charge de l'Agriculture et de l'Elevage Déo Guide Rurema et a fait savoir qu'avec cette signature de convention de financement beaucoup de travaux seront réalisés pour le bien être du Pays. ([www.rtnb.bi](http://www.rtnb.bi))

## Les communes désormais engagées dans le processus du budget-programme



**A**fin d'asseoir les bonnes bases de gestion des finances publiques, une nouvelle réforme de budgétisation basée sur les résultats appelée « Budget-programme » va être introduite dès le début de l'exercice budgétaire 2022-2023 dans toutes les structures étatiques du Burundi. Cette réforme a été annoncée dans un atelier de planification du Budget-programme organisé à Gitega lundi le 25 avril 2022 par le Ministère en charge du développement communautaire en collaboration avec celui en charges des finances et du Budget.

Les travaux de cet atelier ont été ouverts par le Ministre de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique (CPC Gervais NDIRAKOBUCA. Cet atelier a vu la participation des Gouverneurs de provinces, des conseillers des Gouverneurs en charges du développement, les conseillers des Gouverneurs en charge des finances et les antennes provinciaux du plan, les Administrateurs communaux et les présidents des conseils communaux, les conseillers des administrateurs communaux en charge du développement, comptables communaux ainsi que les présidents des commissions finances au sein des conseils communaux.

A cette occasion, le Secrétaire Permanent au Ministère en charge des Finances et du Budget, Mme Christine NIRAGIRA a fait savoir que les communes sont désormais engagées dans le processus du budget-programme et qu'il est désormais prévu l'utilisation d'un seul canevas d'élaboration et d'exécution

du Budget-programme annuel orienté sur les résultats dans toutes les structures étatiques, à la place du format habituel, appelé format « budget-moyens ». Pour le Secrétaire Permanent au Ministère en charge des Finances Mme Christine NIRAGIRA, cette réforme rendra plus efficace et plus efficiente la tâche de suivi évaluation de l'exécution des activités et projets, et permettra ainsi aux communes d'avoir une vue anticipée sur les besoins de la trésorerie et de pouvoir s'y préparer.

De son côté, le Ministre en charge du Développement Communautaire CPC Gervais Ndirakobuca a indiqué que l'objectif de cet atelier était d'apprendre aux participants la méthodologie de transcrire le contenu du plan communal de développement communautaire et du plan annuel d'investissement dans des outils conduisant à la budgétisation sous le nouveau format, c'est-à-dire le remplissage du nouveau format suivant le plan de travail et du budget annuel 2022-2023 au niveau des communes.

Pour terminer, le Ministre en charge du Développement Communautaire a laissé entendre que la finalité de cet atelier était de produire le document de budget de chacune des 119 communes du pays pour l'exercice 2022-2023 selon un format identique, indiquant les résultats des réalisations trimestrielles envisagées ainsi que les budgets prévisionnels de chacun des quatre trimestres de l'exercice budgétaire.

Il sied de préciser que même les partenaires du Burundi au développement sont appelés à suivre le même schéma de budget-programme. Cette réforme prévoit en effet que chaque partenaire financier devra échanger avec entité appuyée pour fixer un programme annuel clair d'activités, qui met en exergue les résultats à atteindre et le budget alloué à ces activités. ([www.rtnb.bi](http://www.rtnb.bi))

## Vers l'amélioration de la participation de la femme dans les instances de prise de décision en milieu rural



**L**e Collectif des Associations et ONGs Féminines du Burundi (CAFOB) a organisé mardi le 26 avril 2022 un atelier de présentation des résultats de l'étude sur la participation des femmes dans les instances de prise de décision et le changement perceptif en matière de l'égalité des genres après les élections de 2020.

Le CAFOB a mené une étude sur un projet intitulé : "Promotion de la souveraineté alimentaire et de la participation des femmes en milieu rural burundais, phase2". L'objectif global de ce projet est d'améliorer les conditions socio-économiques des familles et l'autonomisation de la femme dans le Burundi rural comme l'a indiqué le responsable de programme CAFOB, Kanyamuneza Madonne.

Les zones d'intervention de ce projet est de 7 communes des 5 provinces du pays qui sont Ndava, Mutimbuzi, Mugina Nyanzalake, Kayogoro, Giheta et Mabayi. Ces études sur la participa-

tion de la femme, les changements et perceptifs en matière de l'égalité des genres après les élections de 2020 montre que la commune Mabayi est la première avec un taux de 47,8 suivi de Kayogoro.

L'autre manifestation de l'impact de la participation réelle de la femme dans les lieux de décisions locaux, c'est le cas de femmes qui sont réélues plusieurs fois.

Même si il y a évolution de la participation des femmes dans certaines localités dans la prise de décisions, l'étude faite par Maître Alphonsine Bigirimana a constaté que beaucoup de défis persistent encore. Entre autres l'attitude négative des maris et les préjugés machistes des hommes en général, le manque de temps pour les femmes, la pauvreté, les femmes ne se soutiennent pas mutuellement, etc...

La consultante a fait savoir que parmi les facteurs qui favorisent la participation de la femme dans les instances de prise de décision figurent notamment un cadre légal qui prévoit un quota de représentativité des femmes, le soutien des maris, l'exemplarité des femmes leaders, etc. ([www.rtnb.bi](http://www.rtnb.bi))

## Le Ministre en charge des Affaires Etrangères reçoit en audience la nouvelle Représente de l'ONU Femmes au Burundi



**L**e Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération au Développement S.E Ambassadeur Albert Shingiro a reçu en audience le 26 avril 2022, la nouvelle Représente de l'ONU Femmes au Burundi, Mme Clara Mah ANYANGWE qui venait présenter ses lettres de nomination à ce poste au Burundi.

Le Ministre l'a félicité et lui a souhaité la bonne chance dans ses nouvelles fonctions. Il a également rappelé que le Gouvernement du Burundi est satisfait des activités de l'ONU Femmes au Burundi. Pour cela, le Gouvernement du Burundi fournit les efforts possibles pour que la femme burundaise soit un pilier du développement. Par conséquent, elle est actuellement placée au centre du développement en général et au centre de la nutrition en particulier.

A son tour, Mme Clara Mah ANYANGWE a remercié le Gouvernement du Burundi pour son appui dans l'atteinte des objectifs de l'ONU Femmes. Donc, elle a salué la place accordée à la femme burundaise dans le développement économique du pays.

Signalons que Madame Clara Mah ANYANGWE a pris relève de Madame Jennet Kem qui a terminé son mandat. (MAECD)

**Ministère des Affaires Etrangères et de la  
Coopération au Développement  
Département de la Communication**

[www.mae.gov.bi](http://www.mae.gov.bi)

**Twitter: @MAEBurundi**